

Discours de Richard Coudenhove-Kalergi sur la mission européenne de l'Autriche (Vienne, 5 septembre 1956)

Légende: Le 5 septembre 1956, à l'occasion de la tenue à Vienne de la conférence annuelle du conseil parlementaire du Mouvement européen, le comte Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur de l'Union paneuropéenne, décrit la nature de la mission européenne de l'Autriche.

Source: Maison de Robert Schuman, Scy-Chazelles, 8-12, rue Robert Schuman (F-57160). Robert Schuman. Fonctions européennes. Présidence du Mouvement européen (1956-1961), RS 54. Dossier 1 - Conférence parlementaire européenne de Vienne (5-8 septembre 1956).

Copyright: (c) Fonds de la Maison de Robert Schuman / Conseil Général de la Moselle

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_richard_coudenhove_kalergi_sur_la_mission_europeenne_de_l_autriche_vienne_5_septembre_1956-fr-a1c9bc95-4962-4f7d-9d85-774e92e2f809.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

La mission européenne de l'Autriche (Vienne, 5 septembre 1956)

Résumé du discours prononcé par Richard Coudenhove-Kalergi

Un Etat sans mission est un corps sans âme.

Presque tous les Etats européens ont une mission nationale, née d'une conception nationale de leur existence.

La mission de l'Autriche est supranationale : c'est une mission européenne.

Elle remonte à l'époque de la Renaissance. Un grand Autrichien, l'archiduc Maximilien, futur empereur, conçut le plan fantastique d'unifier l'Europe par un réseau de mariages dynastiques. Il ne s'agissait pas de soumettre les peuples des différents pays, mais de les transformer en une grande famille, sous le sceptre de la Maison d'Autriche.

Ce plan aurait presque réussi : la moitié de l'Europe était aux pieds de son petit-fils Charles-Quint. La Maison d'Autriche était en passe de devenir une "Maison d'Europe". Mais la loi salique française, qui excluait les femmes du trône, fit échouer ce plan grandiose en rendant impossible l'emprise autrichienne sur la France par la voie du mariage. L'Autriche s'en tint cependant, des siècles durant, à sa tradition supranationale. Sa dynastie, comme sa noblesse, dépassaient le cadre de la nation. Son plus grand homme de guerre, le prince Eugène de Savoie, était moitié Italien, moitié Français.

Le XIX^e siècle est placé sous le signe du nationalisme. Une guerre de cent ans avait commencé entre l'Autriche et ce principe. A la fin du XIX^e siècle, l'Autriche était la seule grande puissance supranationale du monde.

Mais l'idée nationaliste fut victorieuse après la première guerre mondiale. L'ancienne Autriche fut morcelée. Toutefois, l'histoire de la première République autrichienne est celle de la lutte contre le nationalisme. En 1938, l'Autriche devint la victime du nationalisme allemand, comme, vingt ans auparavant, l'Empire autrichien avait été la victime du nationalisme slave. Pour l'Autriche, qu'elle fût grande ou petite, le nationalisme était l'ennemi héréditaire.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que, après la première guerre mondiale, le Mouvement pan-européen ait pris son essor en Autriche, avec, jusqu'à l'Anschluss, son quartier général au Palais impérial de Vienne.

Son premier Congrès se réunit en 1926, à Vienne. Durant toutes ces années, les chanceliers et les gouvernements qui se succédèrent en Autriche furent les protecteurs et les pionniers de la Pan-Europe. Jusqu'à ce que, personnifié par Hitler, le nationalisme extrémiste triomphe de l'idée européenne. L'Autriche fut sa première victime.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que la semence du mouvement pan-européen se mit à lever. L'idée d'une Europe unifiée brilla comme l'unique espoir au-dessus des ruines du continent.

Ce sont les parlementaires européens qui lancèrent l'idée de l'unification de l'Europe. Le premier Congrès parlementaire européen se réunit en 1947 à Gstaad. Il conclut à la constitution d'une Assemblée européenne, formée de délégués élus par chacun des Parlements nationaux. En 1948, le Congrès européen de La Haye, convoqué par Churchill adopta cette suggestion. En 1949, on fondait le Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Bien que l'Autriche eût été occupée durant ces années, et privée de sa souveraineté, elle prit une part active à ces divers congrès. Et, dès sa libération, l'une de ses premières démarches fut d'entrer au Conseil de l'Europe. C'était sa nouvelle profession de foi européenne.

Ainsi, la nouvelle Autriche restait fidèle à sa mission européenne.

Mais, entretemps, la situation s'est totalement transformée. L'Europe, à l'issue de la seconde guerre

mondiale, est divisée. Il y a deux Europe : celle de l'Ouest et celle de l'Est.

Le rêve de fonder une Europe unifiée qui s'étendrait de la frontière soviétique à l'Atlantique est plus éloigné de nous maintenant que durant les années de l'entre-deux guerres.

Aussi toute la question européenne a-t-elle pris une nouvelle tournure. Il ne s'agit plus de l'unification de toute l'Europe, mais de celle de l'Europe occidentale d'une part, et de la libération de l'Europe orientale d'autre part.

Celui qui parle aujourd'hui des "Etats-Unis d'Europe" pense tout au plus aux Etats-Unis d'Europe occidentale. Comme les Etats-Unis d'Amérique, ne sont en réalité que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Alors que l'Europe occidentale, depuis la fondation de la Communauté du Charbon et de l'Acier, est sur la voie de l'unification, l'avenir de l'Europe orientale reste une question non résolue. D'où un danger permanent de guerre. Car si, dans l'un de ces Etats, une révolution éclatait, l'Amérique reconnaîtrait le gouvernement révolutionnaire anticommuniste, tandis que l'Union soviétique reconnaîtrait, au contraire, le gouvernement communiste exilé. Et d'un conflit local en Europe orientale pourrait naître une troisième guerre mondiale.

Or, une troisième guerre mondiale ne signifie rien d'autre que la fin de l'Europe, sa transformation en un second Sahara.

Celui qui aime l'Europe doit donc tenir davantage à la paix en Europe qu'à son unification : plutôt deux Europe vivant en paix qu'une seule au prix d'une guerre mondiale.

C'est pourquoi nous devons nous accommoder de la division de l'Europe, unifier celle de l'Occident et travailler à la paix dans le monde ainsi qu'à la libération de nos frères d'Europe orientale.

La paix mondiale et la libération de l'Europe orientale sont étroitement liées. Tant que subsiste un danger de guerre, l'Union soviétique ne peut se retirer des Etats de l'Europe orientale. Et tant que l'Europe orientale est sous la coupe russe, il n'y a pas de véritable paix. Aussi ces deux problèmes doivent-ils être posés et résolus en commun.

Les événements des dernières semaines ont permis à beaucoup d'entre nous de se rendre compte de la fragilité de la paix, en dépit de l'O.N.U. Et de ce qu'aujourd'hui comme en 1914, des coups de feu de Sarajevo peuvent déclencher une guerre mondiale.

Tous les hommes, et en particulier tous les hommes politiques, devraient unir leurs efforts pour trouver comment on pourrait transformer la fragile paix actuelle en une paix durable. Et comment on pourrait écarter la menace de la guerre atomique, qui plane comme l'épée de Damoclès sur deux milliards et demi d'êtres humains.

La seule réponse logique à l'invention de la bombe atomique serait l'organisation d'une fédération mondiale. Mais celle-ci est impossible dans un monde partagé entre deux idéologies.

Une autre solution doit donc être recherchée. En appeler à une paix traditionnelle n'aurait aucun sens, car il ne s'agit pas de mettre fin à un état de guerre, mais d'empêcher une guerre qui menace.

Tant que la constitution d'une fédération mondiale n'est pas possible, l'Ouest et l'Est devraient chercher à conclure une trêve mondiale d'une durée de cinquante ans, reconductible tous les dix ans pour une décade. On reporterait ainsi la solution de la question de la fédération mondiale au jour où la fissure idéologique qui partage le monde ne serait plus qu'une cicatrice.

Afin de faciliter et d'accélérer les pourparlers en vue de cette grande trêve entre l'Est et l'Ouest, les Etats de l'O.T.A.N. devraient donner pleins pouvoirs au Président des Etats-Unis, et ceux du bloc oriental au Chef du gouvernement de l'Union soviétique. Ce n'est que lorsque ces deux plénipotentiaires se seraient entendus que

leur projet d'accord serait soumis aux représentants de tous les gouvernements.

Le problème de l'Europe orientale serait le plus difficile à résoudre au cours de ces entretiens. Mais je ne crois pas qu'il soit insoluble. Au contraire : la libération de l'Europe orientale me semble être la conséquence logique de la déstalinisation en Union soviétique.

Tandis que les colonies européennes d'Asie disparaissent, Staline avait, à la fin de la guerre, créé un nouvel empire colonial en Europe orientale. Son existence est contraire à tous les principes de Lénine et du bolchevisme.

De même que l'Angleterre a donné la liberté à l'Inde et l'Amérique aux Philippines, la Russie pourrait rendre un beau jour leur liberté aux peuples d'Europe orientale. Et cela dès que la sécurité de l'Union soviétique le permettrait. Mais les Soviétiques devraient alors être certains que l'Europe orientale n'entre pas dans le Pacte atlantique mais qu'elle reste un groupe d'Etats neutres qui séparent le système atlantique du bloc soviétique et préservent ainsi la sécurité de la Russie et la paix mondiale.

Il ne fait aucun doute que les peuples et les chefs de l'Union soviétique s'efforcent tout autant d'empêcher une troisième guerre mondiale que les peuples et les chefs de l'Amérique et de l'Europe. C'est pourquoi il faut espérer que des négociations directes entre l'Amérique et la Russie conduisent à une trêve de longue durée, comme préambule à une paix réelle.

La possibilité de la libération de l'Europe orientale offre à l'Autriche une nouvelle mission européenne : constituer avec la Yougoslavie neutre le noyau des "Etats-Unis d'Europe Orientale", basés sur l'égalité de ses membres.

La participation de la Yougoslavie à une telle alliance serait une garantie pour les Soviétiques que ces Etats ne se retourneraient jamais contre eux; et la participation de l'Autriche serait une garantie analogue pour l'Occident.

C'est ainsi que, à côté des Etats-Unis d'Europe occidentale, se constitueraient petit à petit les Etats-Unis d'Europe orientale. Les peuples de ces pays connaîtraient alors un nouvel épanouissement, né de leur union étroite aussi bien avec l'Ouest qu'avec l'Est; ils seraient ainsi, entre les deux blocs, un pont et non un abîme. C'est une telle évolution de la situation qui, en faisant disparaître l'intérêt de la Russie à l'existence d'une Allemagne orientale, pourrait conduire le plus rapidement à la réunification de l'Allemagne.

Mais la mission de l'Autriche ne se limite pas à l'Europe orientale, elle s'étend à l'Europe tout entière.

L'Autriche qui, géographiquement et historiquement, est étroitement liée aux nations de l'Europe orientale, siège cependant au Conseil de l'Europe. Elle pourrait donc exercer son influence au sein de cette Assemblée pour que tous les Etats européens en deviennent membres.

Tout espoir de voir un jour le Conseil de l'Europe donner naissance aux Etats-Unis d'Europe a hélas disparu aujourd'hui. Ce Conseil est devenu le pendant de l'Union Panaméricaine, soit un organe de solidarité continentale, sans puissance politique.

L'importance de cette Union panaméricaine consiste en ce qu'elle englobe toutes les Républiques américaines, indépendamment de leur système de gouvernement. Peut-être qu'une révision des statuts du Conseil de l'Europe lui permettrait de relier l'Europe occidentale et l'Europe orientale - comme l'Union panaméricaine est devenue le lien qui unit l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud.

Dans le cas d'une telle évolution, on pourrait se demander si toutes les tentatives d'unification de l'Europe occidentale ne devraient pas se faire à Strasbourg, qui deviendrait le siège de l'Union de l'Europe occidentale, tandis que Vienne deviendrait le nouveau siège du Conseil de l'Europe - le cœur de l'Europe.

Le Traité d'Etat a conféré à l'Autriche le statut d'Etat neutre - en lui confiant ainsi une nouvelle mission.

Précisément parce que l'Autriche vit en-dehors des deux systèmes d'alliances, elle a ses coudées franches pour mener une politique pacificatrice.

Mais cette neutralité ne suffit plus aujourd'hui pour échapper à la calamité de la guerre atomique. Même si, au cours d'une troisième guerre mondiale, l'Est et l'Ouest respectaient la neutralité de l'Autriche, tous les Viennois et la majorité des Autrichiens seraient tués par les bombes à hydrogène qui tomberaient sur Budapest, Prague et Munich.

Une politique pacifique active n'est pas conforme seulement à la situation politique de l'Autriche, mais aussi à sa nature même. Deux partis à conceptions supranationales cherchent à imposer chacun leur force. Et tous deux visent au maintien et à la consolidation de la paix. Ainsi, placée entre deux mondes, au cœur de l'Europe, l'Autriche est appelée à devenir le rempart de la paix.

Spinoza a énoncé un des plus beaux et des plus courageux aphorismes de la philosophie moderne : amor fati - l'amour du destin. L'adjuration non seulement à subir son destin, mais aussi à l'aimer. Et à s'en servir dans un esprit créateur.

Le destin a fait de l'Autriche placée au centre d'un monde déchiré et menacé, un Etat neutre. Cette neutralité lui donne des perspectives grandioses pour une politique de paix, pour une mission européenne et mondiale.

L'Autriche devrait choisir comme devise cette phrase de l'Antigone de Sophocle :

"Je ne suis pas là pour haïr comme les autres, je suis là pour aimer" !